

Ce vendredi 16 octobre 2020, un professeur d'Histoire a été décapité en pleine rue à Conflans-Sainte-Honorine en France (pas en Syrie, en Irak ou en Afghanistan, non en France) ! L'assassin, un jeune islamiste russe de 18 ans qui a été abattu par la police après son crime. Immédiatement et fort à propos, le président de la République s'est exprimé pour dénoncer cette barbarie. Ton de circonstance, paroles fortes pour dénoncer l'islamisme en France, pauses régulières pour marquer sa détermination... Sauf qu'aujourd'hui, les mots ne suffisent plus ni les incantations, il faut des actes et ils sont simples à prendre pour peu que l'on fasse ENFIN preuve d'un peu de courage politique. Qu'est-ce qui a valu à ce professeur d'Histoire cette terrible fin ? Le fait d'avoir fait un cours sur la liberté de penser en montrant les caricatures de Mahomet à sa classe, comme il le faisait chaque année. Là où las, les réseaux sociaux se sont défoulés entre insultes contre le prof, menaces répétées, propos outrés de l'imam de la grande mosquée de Pantin !

Alors, il faut envoyer un signe fort aux islamistes de tout poil et à ceux de l'étranger qui les encourage : la France n'est pas et ne sera jamais un pays islamique ! Pour cela, voici quelques mesures à prendre pour sauver ce pays de l'intégrisme islamique : traque quotidienne et incessante sur les réseaux sociaux de toute personne professant des insultes islamistes contre la France et ses mœurs avec amendes circonstanciées et dissuasives par leur montant (la prison ne servant à rien car c'est là qu'ils se radicalisent encore plus), pour les cas les plus graves, retour immédiat dans leur pays d'origine s'ils possèdent la double nationalité et dans le cas contraire, déchéance de nationalité avec possibilité d'aller dans le pays musulman de leur choix correspondant le plus à leur mode de vie qu'ils souhaitent imposer à tous, FERMETURE des 100 mosquées considérées comme radicalisées de France (qui sont connues de la police) tout comme la fermeture de la grande mosquée de Pantin à titre provisoire et exclusion du pays de son imam, comme de tout autre imam prononçant des propos allant contre la France et son mode de vie.

Pour l'école, convocation systématique des parents lorsqu'un enfant prononce des propos islamistes intolérables, comme on l'a entendu et on l'entend toujours sur les attentats en France notamment celui de Charlie Hebdo. Exclusion temporaire ou définitive en fonction du caractère intolérable des paroles prononcées, amendes aux parents circonstanciées en fonction du caractère intolérable des paroles prononcées, et retour à l'expulsion du territoire si la famille est considérée comme radicalisée.

Il y aurait bien d'autres mesures à prendre comme interdire le voile intégral mais à l'heure du coronavirus (qui arrange bien certaines femmes musulmanes), cela semble difficile à appliquer. Mais la philosophie des mesures à prendre est simple : Tolérance ZÉRO contre l'islamisme !

Dans l'immédiat, si la France retrouvait son courage politique et mettait en place ces mesures, nul doute que certains discours ne seraient plus guère de mise sur les plateaux télé comme dans la rue.

Que les musulmans qui désirent vivre dans ce pays en respectant ses lois, ses modes de vie et sa laïcité, le disent. Ils sont les bienvenus !

Les autres, qu'ils aillent voir ailleurs si l'on peut dire dans leurs pays « frères » comme l'Arabie Saoudite, ou l'Afghanistan par exemple... S'ils pouvaient dire à propos de ces pays, ce qu'ils chantent ou scandent à propos de la France comme « *Nique la France* », ils comprendraient alors ce que signifie le mot « charia » à leurs dépens. La France n'a pas besoin d'islamistes qui la haïsse, qu'ils quittent le pays, personne ne les regrettera !

Raymond Aquila

[Signaler un abus](#)

Partager :

- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)

Prénom ou nom complet

Email

☐ En continuant, vous acceptez la politique de confidentialité